

# Appel a la grève des loyers

La proposition d'une grève des loyers se propage depuis quelques jours, parallèlement au coronavirus, en réaction à la crise politique, économique et surtout sociale qu'il provoque, qui vient s'ajouter à ladite « crise sanitaire » qui dure depuis quelques temps. Aux États-Unis, de nombreux appels se relayent dans la rue à travers les banderoles et tags qui fleurissent dans beaucoup de grande villes, notamment de l'ouest américain, mais aussi sur les réseaux sociaux. Le hashtag #rentstrike parmi d'autres exemples permet de rassembler des propositions autonomes d'organisation d'une lutte contre les loyers durant la pandémie et pourquoi pas au-delà !

## LE REFUS DE PAIEMENT DES LOYERS D'AVRIL MARQUERA LE DÉBUT DE CETTE GRÈVE

Ne pas payer son loyer, son gaz, son électricité, son eau, c'est payer déjà un peu moins, à une époque où chacun paye le prix fort, et de plus en plus fort. Refuser de payer le prix de la gestion de cette pandémie est une réaction de bon sens, et une manière de commencer à s'opposer à la vie qu'on nous prépare, dont les conditions sont encore incertaines. On le voit déjà, les mesures du gouvernement permettent au flics de réaliser leurs rêves les plus crades, de vider les rues des indésirables, de vider les halls d'immeubles, de vider les villes des gens qui n'ont pas de « bonnes raisons » de s'y déplacer, de pouvoir contrôler les moindres déplacements de la population. C'est aussi pour l'État l'occasion de s'entraîner à la gestion de toutes les sortes de « catastrophes », gestion qui s'exercera toujours contre nous. Bien sûr de nombreuses personnes subissaient déjà ces mesures à plus ou moins grande échelle, et en particulier tous ceux qui sont confinés dans le confinement, et livrés à des institutions d'autant plus maltraitantes dans ce contexte, comme les centres de rétention, les prisons, les maisons de retraites, les centres où sont regroupés les sans abris, mais le plan d'urgence du gouvernement va clairement au delà de la gestion de la crise présente pour modifier durablement « l'après ».

Si la crise est exceptionnelle, les mesures que prend l'État dans cette situation ne vont évidemment pas s'arrêter une fois le problème du virus régulé. On a connu vigipirate dans les années 90, les mesures anti terroristes des années 2000, l'état d'urgence post-attentats, et on sait comment, en démocratie, l'exceptionnalité fait Loi. Le contrôle social, la répression, le développement de la vie complètement assistée depuis chez soi, toutes ces manières de vivre vont sûrement perdurer par certains aspects après la période de confinement dans laquelle nous nous trouvons : c'est toute la normalité qui aura changé. Emmanuel Macron l'a dit dans son discours, le fameux « jour d'après » qui ne sera pas comme le « jour d'avant ». C'est dès maintenant que nous devons lutter contre l'appareil étatique tel qu'il est en train d'évoluer et le monde qu'il nous prépare. Nous ne pouvons accepter la position intenable dans laquelle l'État nous contraint, entre la peur justifiée du virus avec tout ce qu'elle implique au quotidien, et ses mesures aliénantes renforcées par la précarité que beaucoup subissent aujourd'hui et subissaient déjà hier.

Dans ce contexte, continuer d'engraisser les propriétaires devient plus que jamais une impasse. Refusons de payer les proprios, les banques, les prêts, refusons de continuer à faire vivre ce système qui, en plus de nous asservir, fait de nous les premières victimes des situations de crise. Ne payons pas nos loyers, ne payons plus pour l'État. Arrêtons de payer pour le jour d'avant, ne payons plus aujourd'hui, et ayons la perspective de ne plus payer le jour d'après ! Inventons et partageons les moyens de lutter contre les brimades légales et menaces répressives à la merci desquelles on pourrait se retrouver si on reste isolés et désarmés.

*Des confinés.*

**Solidarité avec les révoltés, solidarité avec ceux  
à qui le confinement impose une double peine.**

# Révolution !

